

NEWSLETTER INNOVATION

Mouvement
des **Entreprises**
de France 

Newsletter #49 – Octobre 2026

L'essentiel en quelques mots :

L'innovation au cœur des enjeux de compétitivité et de souveraineté !

Ce mois-ci, retour sur deux temps forts des Soirées Tech du MEDEF, consacrées au quantique et aux fintech, qui ont permis de mettre à l'honneur 22 startups françaises innovantes. Prochain rendez-vous : la Soirée Tech Mobilitech du 8 décembre, pour découvrir les innovations qui transforment les mobilités !

Dans l'actualité, les premiers bilans du plan France 2030, les débats budgétaires pour 2027, les défis du financement des startups et les ambitions européennes en matière d'innovation illustrent les enjeux majeurs pour notre compétitivité.

Enfin, faites entendre votre voix ! Participez au Baromètre Innovation 2026-2027 et à notre enquête sur les mobilités en entreprise pour contribuer aux réflexions et propositions du MEDEF.

Retrouvez également dans cette édition les dernières actualités de la recherche, du financement de l'innovation et de l'écosystème entrepreneurial.

Bonne lecture !

Evénements

Les Soirées Tech du MEDEF poursuivent leur succès : retour sur deux éditions en octobre et rendez-vous en décembre pour la mobilité !

Après les éditions consacrées aux Legaltech, Edtech, Medtech et Greentech, le MEDEF a organisé en octobre deux nouvelles Soirées Tech dédiées au **quantique et aux fintech**. Ces rencontres ont permis de mettre en lumière 22 startups françaises innovantes et de favoriser les échanges avec des dirigeants d'entreprises, investisseurs, chercheurs et acteurs de l'écosystème.

Retour sur la Soirée Tech Quantique du 1^{er} octobre au CNRS

Organisée pour la première fois au CNRS, en partenariat avec Quantonation, cette 5^{ème} édition a rencontré un véritable succès, avec plus de 700 inscriptions ! Ouverte par Thierry Dauxois, président-directeur général du CNRS, et Patrick Martin, président du MEDEF, elle a mis à l'honneur **12 startups françaises** développant des solutions dans le calcul quantique, la cybersécurité, la photonique ou encore les capteurs. Une soirée illustrant la richesse de l'écosystème français et l'importance de renforcer les passerelles entre recherche publique, startups et entreprises pour accélérer l'industrialisation de ces technologies stratégiques.

[Retour sur la soirée et replay à découvrir ici](#) ainsi que la vidéo résumé [ici](#)

Retour sur la Soirée Tech Fintech du 13 octobre à la Tomcat Factory

La 6^{ème} édition, organisée avec Tomcat Factory, Finance Innovation et La Banque des Startups by LCL, avec le soutien de la Mission French Tech, a réuni une salle comble autour de **10 startups innovantes**. Financement, paiements, trésorerie, comptabilité ou gestion des risques : autant de solutions concrètes pour accompagner la transformation des entreprises. Félicitations à **RollingFunds**, désignée « Coup de cœur du public » ! Une nouvelle soirée riche en rencontres et en opportunités de collaboration entre startups, entreprises et investisseurs.

[Retour sur la soirée et replay à découvrir ici](#)

Prochain rendez-vous : Soirée Tech Mobilité le 8 décembre 2026 !

Pour clôturer l'année, place aux innovations qui transforment la mobilité ! Organisée au GIM à Neuilly-sur-Seine, en partenariat notamment avec Mobilians, l'Automotive Lab by PFA et le Moove Lab, cette 7^e édition mettra à l'honneur une douzaine de startups proposant des solutions innovantes pour les entreprises : électrification des flottes, mobilités professionnelles, logistique, maintenance, nouvelles technologies et services de mobilité. **Avec déjà plus de 400 inscrits, cette nouvelle édition s'annonce particulièrement prometteuse !** Dirigeants d'entreprises, investisseurs et acteurs de la mobilité sont invités à venir découvrir les solutions de demain et rencontrer les startups qui les développent.

[Inscription à la Soirée Tech Mobilité du 8 décembre](#)

Participez à l'enquête du MEDEF sur les mobilités en entreprise !

À l'occasion de la Soirée Tech Mobilité du 8 décembre, le MEDEF lance une enquête auprès des entreprises pour mieux comprendre leurs pratiques, leurs besoins et les défis qu'elles rencontrent en matière de mobilité : **trajets domicile-travail des salariés, verdissement des flottes automobiles et transition vers des mobilités plus durables. Votre contribution est essentielle !** Les résultats de cette enquête seront dévoilés lors de la soirée Mobilité du 8 décembre et permettront de mieux identifier les attentes des entreprises et les solutions pour y répondre.

[Participez dès maintenant à notre enquête !](#)

Le Mouvement des Entreprises de France s'associe à France Innovation Meetings pour offrir à ses adhérents un accès privilégié à deux rendez-vous business 100 % en ligne en 2026 Plus d'informations [ici](#)

Un temps fort sectoriel pour développer vos opportunités, identifier de nouveaux partenaires et générer des rendez-vous qualifiés : France Innovation Defense, Security & Aerospace Meetings le 10 décembre 2026 pour les acteurs de la défense, de la sécurité, de l'aérospatial et des filières associées. Au programme : Rendez-vous BtoB qualifiés et programmés, Plateforme de matchmaking pour identifier les bons contacts, Webinaires et ateliers sectoriels, Networking entre participants. Grâce à ce partenariat, les adhérents du MEDEF bénéficient d'offres préférentielles dédiées, avec des réductions sur les formules d'inscription et les options. Code partenaire : FIM_MEDEF

Paris Business Angels met l'amorçage à l'honneur, avec sa première « Innovation Pitch Night » Plus d'informations [ici](#)

Trois minutes pour pitcher, cinq pour répondre aux questions. Le 19 novembre prochain, dix pépites françaises monteront sur scène à Paris pour la première Innovation Pitch Night de Paris Business Angels (PBA). Avec ce nouveau rendez-vous, le réseau entend surtout mettre en lumière ce qui fait sa différence : accompagner les entrepreneurs bien au-delà du premier chèque. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 16 octobre.

Forum FILEX France – Financer le passage à l'industrialisation Plus d'informations [ici](#)

France Clusters organise le 20 novembre 2026 chez Bpifrance à Paris la 5^e édition du Forum FILEX France, consacré au financement du passage des projets innovants à l'industrialisation et au marché. Au programme : financement de l'innovation, solutions de trésorerie, levées de fonds et passage à l'échelle, avec des rendez-vous B2B entre entreprises et financeurs publics et privés.

BIG : retour sur les 11 éditions de l'événement phare de Bpifrance [Plus d'informations](#) [ici](#)

Depuis 2015, Bpifrance Inno Génération (BIG) s'est imposé comme l'un des grands rendez-vous de l'entrepreneuriat français. De la transformation à l'IA, en passant par la crise sanitaire, ses onze éditions racontent aussi les mutations de tout un écosystème. Tout commence en juin 2015. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance, lance la première édition de BIG avec comme ambition, de réunir dans un même événement des univers qui se croisent trop peu. La French Tech naissante, les grands groupes du CAC 40, les PME industrielles, les chercheurs, les investisseurs et les entrepreneurs se retrouvent à la Cité de la mode et du design, à Paris (XIIIe), le temps d'une journée. Plus de 15 000 participants répondent présents pour cette édition placée sous le thème de l'innovation. Le succès est tel que l'événement change d'échelle dès l'année suivante. En mai 2016, BIG s'installe à l'AccorHotels Arena de Bercy, devenue l'Accor Arena, qu'il ne quittera plus (sauf en 2020). Le mot d'ordre est ambitieux : « changer le monde » en misant sur le décroisement. Plus de 30 000 personnes et 450 speakers y participent. Sur le Bang, la grande scène de l'événement, 80 intervenants disposent de huit minutes chacun pour convaincre. Parmi eux, Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, Michel-Édouard Leclerc, Frédéric Mazzella, fondateur de BlaBlaCar, ou encore Isabelle Kocher, directrice générale d'Engie, partagent l'affiche avec de jeunes entrepreneurs.

Le CES boucle sa tournée européenne avant de fêter ses 60 ans à Las Vegas [Plus d'informations](#) [ici](#)

Dans dix semaines, Las Vegas sera une nouvelle fois l'épicentre de la tech mondiale. Comme d'habitude, c'est depuis « Sin City » que le CES lancera une nouvelle année d'innovation avec un salon XXL où seront présentés des produits des quatre coins du monde. Mais avant de prendre la direction du Nevada, la Consumer Technology Association (CTA), qui organise le CES de Las Vegas, a fait plusieurs étapes en Europe pour prendre le pouls de la tech sur le Vieux Continent et donner un avant-goût de ce qui sera dévoilé au CES en janvier 2027.

France Corporate Innovation Awards 2027 [Plus d'informations](#) [ici](#)

Organisé par l'Innovation Makers Alliance, le premier groupement français de directions innovation et technologiques, réunissant 170 grands groupes, ETI et administrations françaises, pour récompenser les réalisations remarquables en matière d'excellence et de performance de projets d'innovation technologique au service des métiers de l'entreprise. Lors de l'édition précédente, les FCIA 2026 ont connu un engouement exceptionnel. 130 entreprises ayant présenté leur intérêt initial pour candidater, 90 dossiers de candidatures reçus, 56 qualifiés pour la « Sélection FCIA 2026 », et 37 Nominés Officiels. Une grande cérémonie de remise et soirée de gala à l'Hôtel du Collectionneur le 28 janvier 2027. Cette nouvelle édition des FCIA 2027 mettra en lumière 42 Nominés Officiels, puis récompensera 13 nouveaux champions.

Financement de l'innovation

Baromètre Innovation 2026-2027 : entreprises, faites entendre votre voix !

Quels sont les principaux freins à l'innovation en France ? Quels dispositifs de soutien fonctionnent réellement ? Quelles mesures permettraient d'accélérer le développement des entreprises innovantes ? Le MEDEF, le Comité Richelieu et EPSA, aux côtés de leurs partenaires, lancent une nouvelle édition de leur Baromètre de l'innovation 2026-2027 afin de recueillir les attentes et les besoins des entreprises françaises. Financement de l'innovation, accès aux marchés, dispositifs publics de soutien, obstacles à la croissance... Cette enquête vise à dresser un état des lieux des conditions dans lesquelles les entreprises innovent et à identifier les leviers pour renforcer leur compétitivité. À l'approche de l'élection présidentielle de 2027, les résultats contribueront à nourrir les réflexions et les propositions portées auprès des pouvoirs publics. Startups, PME, ETI et grandes entreprises : votre avis compte ! Le questionnaire est strictement anonyme et ne nécessite que 7 minutes. Date limite de participation : 15 novembre 2026.

 [Participez au Baromètre Innovation 2026-2027](#)

France 2030 : la Cour des comptes pointe les « effets d'aubaine » liés au plan à 54 milliards d'euros [Plus d'informations](#) [ici](#)

Construire le premier avion bas carbone, trouver des médicaments contre le cancer, inventer des petits réacteurs nucléaires... À son annonce en grande pompe à l'Élysée, devant un parterre de chercheurs et d'entrepreneurs, le programme France 2030 ne manquait pas d'ambition. Ce vaste plan d'investissement public, dévoilé par le président Emmanuel Macron

en octobre 2021, consacre 54 milliards d'euros au rattrapage du retard de la France dans certains secteurs industriels. Alors qu'il souffle sa cinquième bougie, et que le comité chargé de son suivi a déjà déploré un excès de complexité, les données manquent encore pour évaluer précisément l'efficacité du dispositif. Dans un rapport publié ce mercredi 27 octobre, la Cour des comptes dresse pour la première fois un bilan à mi-parcours de l'ensemble du dispositif, à partir d'une cinquantaine d'entretiens menés auprès des administrations, d'économistes et de certaines entreprises bénéficiaires des aides publiques.

France 2030 : comment les contraintes budgétaires et les urgences ont rongé les investissements d'avenir Plus d'informations [ici](#)

Pensé pour préparer l'avenir, ce plan d'investissement a fini par être mobilisé pour compenser les baisses de crédits des ministères. L'enjeu du contrôle et de l'indépendance de ces investissements reste entier alors que les préparatifs d'un successeur de France 2030 ont déjà commencé.

France 2030 : un bilan positif malgré des coupes budgétaires massives Plus d'informations [ici](#)

Bercy met en évidence les impacts positifs du programme sur l'emploi et les capacités productives des entreprises qui ont été soutenues. Le grand plan d'investissements centré sur l'innovation et l'industrie France 2030 fait les frais de l'austérité budgétaire. Mais Bercy continue de se féliciter de sa bonne marche. Pour ses cinq ans, la Direction générale des entreprises (DGE) a dressé, dans un rapport, un état des lieux de ce programme lancé par Emmanuel Macron en octobre 2021 dans le sillage de la pandémie de Covid-19. Sur les 54 milliards d'euros promis, environ 44 milliards d'euros ont été engagés à mi-2026, soit 85 % de l'enveloppe : 19 % des aides ont été dédiées à la recherche, 43 % à des projets d'industrialisation ou de déploiement de technologies matures.

France 2030 : 1,7 milliard d'euros supplémentaires fléchés vers les technologies souveraines Plus d'informations [ici](#)

C'est ce que l'on apprend à la lecture du rapport sur la mise en œuvre des investissements d'avenir, publié par le gouvernement dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances. Ainsi, l'enveloppe pluriannuelle de France 2030 fléchée vers les « technologies numériques souveraines et sûres », initialement dotée de 2,7 milliards d'euros, « s'élève désormais à 4,4 milliards d'euros », précise le document. Parmi les technologies concernées par cette enveloppe : l'intelligence artificielle, la cybersécurité et l'informatique quantique, qui font partie des nouvelles priorités stratégiques de France 2030, annoncées l'année dernière et qui bénéficient du refléchage de crédits non utilisés ou annulés ailleurs. La stratégie nationale quantique profite notamment d'un réabondement d'un milliard d'euros en 2026, alors qu'elle était dotée de 600 millions d'euros entre 2021 et 2025. Sur ces 4,4 milliards d'euros, 2,37 milliards ont été engagés au 30 juin 2026.

France 2030 : des effets positifs sur l'emploi et le capital productif des entreprises Plus d'informations [ici](#)

Lancé en 2021, le plan France 2030 est un plan d'investissement massif, doté de 54 Md€ pour faire émerger les futurs champions, développer les capacités technologiques de demain et accompagner la transition énergétique des secteurs d'excellence. Il finance l'innovation via la recherche, la formation et l'industrialisation. Ce plan est d'une ampleur inédite et marque le retour d'une politique industrielle et d'innovation verticale ciblée sur des filières stratégiques pour la souveraineté française et européenne, la compétitivité, le développement technologique et la transition écologique. Alors qu'environ 85 % de l'enveloppe du plan a déjà été engagée, ce Théma fait un bilan d'étape, revient sur les objectifs de France 2030 et analyse dans le détail son déploiement. Cette étude démontre l'adéquation du déploiement avec ses objectifs initiaux : les filières identifiées comme stratégiques ont bien été soutenues, les aides ont couvert l'ensemble du continuum de l'innovation jusqu'à l'industrialisation et toutes les catégories d'entreprises, y compris des entreprises émergentes, ont été soutenues. Ce Théma présente également la première évaluation se focalisant sur l'impact du plan France 2030 dans ses approches dirigée et structurelle sur toutes les catégories d'entreprises bénéficiaires. Les résultats de l'évaluation, obtenus par une méthode économétrique robuste à même d'isoler un effet causal, montrent que le plan France 2030 remplit son objectif en ayant un impact significatif sur les capacités productives des entreprises aidées. Ainsi, ce Théma révèle que, deux ans après l'engagement, l'aide entraîne une hausse directe de l'emploi total des entreprises soutenues toutes choses égales par ailleurs de 9 %, de l'emploi de R&D de 11 % et des équipements et moyens de production de 11 %.

Le Haut-Commissariat à la stratégie et au plan et le Secrétariat général pour l'investissement placent sur France 2040 Plus d'informations [ici](#)

Après de Contexte, le haut-commissaire à la stratégie et au plan (HCSP), Clément Beaune, confirme que des travaux de préparation d'un plan d'investissement ont débuté pour succéder à France 2030. « Cette réflexion sur France 2040 repose sur plusieurs acteurs. Notamment le SGPI, qui peut regarder ce qui a bien marché et moins bien marché dans France 2030, pour en tirer des leçons. Et le HCSP, qui doit rédiger un rapport pour le début d'année, avec notamment une comparaison européenne », précise-t-il. Le HCSP a commencé à aborder le sujet dans [une note](#) publiée en septembre sur la politique industrielle française à l'horizon 2035-2050.

Présidentielle 2027 : l'Institut Montaigne appelle à faire de l'innovation une priorité nationale

À l'approche de l'élection présidentielle de 2027, l'Institut Montaigne publie, dans le cadre de ses Repères de Montaigne, une note de 76 pages consacrée à l'innovation et aux technologies, intitulée « S'adapter en continu ». Le constat est préoccupant : malgré ses atouts scientifiques et technologiques, la France peine à transformer son potentiel de recherche en innovations créatrices de valeur. Le pays se classe notamment au 30e rang mondial pour la coopération en R&D entre universités et entreprises, tandis que ses dépenses de recherche et développement représentent environ 900 € par habitant et par an, contre 2 500 € aux États-Unis. Face à l'accélération de la concurrence internationale et à la révolution de l'intelligence artificielle, l'Institut Montaigne appelle à repenser l'organisation de la recherche, de l'enseignement supérieur et de l'écosystème industriel français. Cette publication propose des pistes de politiques publiques pour renforcer la capacité d'innovation de la France, rapprocher recherche et entreprises et faire des technologies un levier de compétitivité et de souveraineté. Une contribution au débat sur les priorités de la politique d'innovation française pour les prochaines années.

[Découvrir l'étude de l'Institut Montaigne – Innovation et Technologies](#)

Le gouvernement a réorienté 700 millions d'euros de crédits France 2030 confiés à l'Ademe vers Bpifrance Plus d'informations [ici](#)

L'information figure dans un document annexé au projet de loi de finances (« jaune budgétaire », p. 32) consacré au suivi des investissements d'avenir. En septembre 2026, le ministre de l'action et des comptes publics a signé un arrêté dérogatoire opérant un « désengagement des autorisations d'engagement de l'Ademe à hauteur de 1,23 milliard d'euros » au profit d'autres opérateurs « qui se sont vu confier davantage de dispositifs à mettre en œuvre », précise l'administration. Sur ce total, 380 millions d'euros bénéficieront à l'Agence nationale de la recherche, 700 millions à Bpifrance et 150 millions à la Caisse des dépôts. L'administration ne précise pas si ces « redéploiements » de crédits résultent de la révision à la baisse ou de l'annulation du soutien à certains projets portés par l'Ademe, ou de l'abandon de certains d'entre eux. Contacté, le cabinet du ministre chargé des comptes publics, David Amiel, n'a pas répondu à nos sollicitations.

En commission des finances, les députés adoptent un conditionnement strict des crédits de France 2030 Plus d'informations [ici](#)

La commission des finances a adopté le 23 octobre un amendement LFI qui durcit considérablement les engagements auxquels sont tenues les entreprises bénéficiant du plan d'investissement. Il impose un maintien des activités en France pendant dix ans et une préservation des effectifs au moins au même niveau que l'année d'obtention des crédits. Dans la lignée du programme présidentiel de LFI, qui prône une approche plus dirigiste des investissements d'avenir, l'amendement impose « la définition d'une stratégie industrielle conjointe entre l'opérateur et l'entreprise bénéficiaire ».

L'initiative Tibi : mobiliser l'épargne institutionnelle au service des entreprises technologiques Plus d'informations [ici](#)

L'initiative Tibi, dont la DG Trésor assure le secrétariat général, mobilise depuis 2020 l'épargne des investisseurs institutionnels, assureurs en tête, pour financer les entreprises technologiques via des fonds homologués. Ses deux premières phases ont permis d'investir près de 16 milliards €. Sa phase 3 engage 13 milliards € jusqu'en 2032, avec pour priorité les technologies de rupture, et s'ouvre aux PME et ETI cotées avec un volet "small" et "mid caps" coordonné par la Caisse des dépôts.

PLF 2027 : le gouvernement propose la stabilité à la tech Plus d'informations [ici](#)

Le projet de loi de finances proposé par le gouvernement ne touche pas aux grandes niches fiscales prisées par la tech ni aux budgets des régulateurs, quasi stables par rapport à 2026. Les priorités de France 2030 sont revues, tandis que les promesses du gouvernement en matière de cybersécurité restent dans le flou. Le gouvernement a présenté son projet de loi de finances pour 2027 en Conseil des ministres jeudi 1^{er} octobre. D'après notre analyse de la copie initiale, aucune des niches fiscales prisées des acteurs de la tech n'est modifiée. La plus grosse niche de France, le crédit d'impôt recherche (CIR), sur lequel le ministre de l'Économie, Roland Lescure, avait un temps laissé planer le doute, est sanctuarisé. « Investir dans l'avenir passe par la préservation d'outils reconnus, comme le crédit d'impôt recherche », estime le gouvernement. Le crédit d'impôt innovation (CII), ainsi que le statut jeune entreprise innovante (JEI) sont aussi préservés. De même pour la niche fiscale sur l'investissement dans les start-up IR-PME ou encore, celle sur les brevets technologiques (IP Box). À la rentrée, le gouvernement avait promis la stabilité fiscale aux start-up.

Cap 2027 - Innovation - Pour une politique d'innovation au service de la croissance et de la souveraineté.

Plus d'informations [ici](#)

Les États-Unis congédient leurs chercheurs. Les ruptures technologiques arrivent à maturité. Le réarmement consacré aux innovations déploie des budgets sans précédent. Nous vivons un moment de conjonctions propices au retournement de dynamiques économiques séculaires. Jamais depuis 1945 les conditions d'un basculement n'avaient été aussi cruciales pour l'Europe. Le prochain quinquennat sera celui où les positions de la quatrième révolution industrielle se figeront pour les trente prochaines années. Les États-Unis ont bâti leur suprématie sur l'accueil des meilleurs cerveaux du monde, mais ils sont en train d'y renoncer sous nos yeux. Talents, capitaux et laboratoires cherchent un port d'attache, et si nous ne le leur offrons pas, d'autres le feront. Cette fenêtre d'opportunité unique, une fois refermée, ne se rouvrira pas. Regardons les chiffres en face : le PIB par habitant français est revenu à 75 % du niveau américain, exactement comme en 1960. Des décennies d'efforts effacés par un décrochage relatif de notre productivité. Ce déclassement n'est cependant pas une fatalité. Les ressources pour inverser la tendance sont à notre portée : une recherche parmi les meilleures du monde, 7 000 milliards d'euros d'épargne financière, un marché de 450 millions d'habitants, une industrie de défense mature. Ce qui nous manque, c'est l'architecture pour tout coordonner.

Projet de loi de finances 2027 : un budget de responsabilité au service des étudiants, des universités et de la recherche Plus d'informations [ici](#)

Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace a présenté les orientations de son budget pour 2027. Dans un contexte de finances publiques exigeant, le Gouvernement fait le choix de protéger les étudiants et d'orienter l'effort public vers ceux qui en ont le plus besoin avec le financement de la généralisation du repas à 1 €. Cet effort n'est possible que dans le cadre d'un budget adopté. Le repas à 1 € financé sur toute l'année : 143 M€ en 2027. Généralisé à tous les étudiants dans les restaurants universitaires depuis mai 2026, conformément au vote du Parlement, le repas à 1 € est poursuivi et amplifié en 2027 : 93 M€ supplémentaires y sont consacrés, soit 143 M€ au total, pour le financer en année pleine. C'est l'une des principales mesures nouvelles du budget 2027 en faveur des étudiants, qui bénéficie à tous, boursiers ou non. Le gouvernement sera naturellement prêt à ajuster, dans la discussion parlementaire, le montant au besoin.

La bataille des aides à l'innovation se poursuit dans le PLFSS Plus d'informations [ici](#)

Après son rejet en commission le 16 octobre, 3 000 amendements ont été déposés en vue de l'examen en séance du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2027, qui débute ce 20 octobre. Le groupe EPR propose de rétablir à 15 % le taux d'intensité de R&D dont les entreprises doivent disposer pour bénéficier du statut de « jeune entreprise innovante ». Il avait été relevé à 20 % dans le budget 2026. À l'inverse, La France insoumise souhaite supprimer cet avantage fiscal, ou au moins le retirer aux start-up. Les Écologistes proposent une contribution sociale de 5 % pour les fournisseurs d'intelligence artificielle, alors que « le déploiement massif de l'IA dans les entreprises vient mettre en danger l'emploi et donc fragilise le financement de notre modèle social ».

LFI appelle la tech à contribuer au rétablissement des comptes publics et aux investissements d'avenir Plus d'informations [ici](#)

Le 14 octobre, La France insoumise a transformé son habituelle présentation d'un contre-budget en un programme présidentiel de rétablissement des comptes publics, que le parti mettra en œuvre via un projet de loi de finances rectificative en cas d'arrivée au pouvoir. LFI remet sur la table une « taxe Zucman » sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros, qui avait provoqué l'inquiétude chez les start-up l'année dernière. Le parti souhaite aussi augmenter la taxe sur les services numériques pour en tirer 3,9 milliards d'euros supplémentaires par an. Les grandes entreprises du numérique, championnes de l'optimisation fiscale, sont aussi concernées par « une taxe universelle sur les multinationales » visant à les imposer « selon l'activité réellement effectuée en France » (5 milliards d'euros escomptés).

France Biotech présente ses propositions pour renforcer les capacités souveraines de financement de l'innovation en santé [Plus d'informations ici](#)

Malgré un fort rebond des investissements en capital-risque au premier semestre 2026, 87 % des entreprises de la HealthTech rencontraient des difficultés pour se financer ou se refinancer. Paris, le 9 octobre 2026 – Dans un contexte de forte tension sur le financement de l'innovation en santé, France Biotech, l'association des entrepreneurs de l'innovation en santé, dévoile les résultats de son enquête 2026 sur la situation financière des entreprises de la HealthTech1 et présente ses propositions pour renforcer durablement les capacités de financement de l'innovation en santé en France. La situation est contrastée : l'année 2025 a été dynamique pour les entreprises HealthTech cotées et non cotées et les investissements en capital-risque ont fortement progressé au premier semestre 2026 (+70 %) pour les entreprises non cotées. En revanche, les opérations demeurent concentrées sur un nombre limité d'acteurs ; les résultats de l'enquête mettent en évidence des besoins de financement toujours très importants mi-2026. Malgré une légère amélioration de leurs niveaux de trésorerie, la situation financière demeure difficile pour la majorité des entreprises de HealthTech : 87 % des entreprises rencontrent des difficultés pour financer ou refinancer leurs activités, contre 79 % en 2025 | 70 % sont en recherche de financement ou prévoient de lever des fonds dans les six prochains mois | 68 % rencontrent des difficultés de trésorerie, contre 72 % en 2025. | Les horizons de trésorerie se situent entre 6 et 12 mois en moyenne (médiane de 6 mois)

Coin startups

French Tech : les levées de fonds repartent à la hausse, mais les investissements se concentrent [Plus d'informations ici](#)

La banque d'affaires Avolta a publié son étude « **FrenchTech Trends & Multiples 2026** », qui dresse un panorama du financement des startups françaises et des opérations de cession au premier semestre 2026. **Avec 5,2 milliards d'euros levés en 259 opérations**, le financement des startups françaises retrouve une dynamique positive. Les montants investis progressent nettement par rapport au premier semestre 2025, mais se concentrent sur un nombre plus limité d'entreprises. Le montant médian des levées atteint ainsi 5,5 millions d'euros, illustrant une tendance à des tours de financement moins nombreux, mais plus importants. Les **logiciels d'entreprise, les fintech et certaines filières deeptech**, notamment les semi-conducteurs et la robotique, figurent parmi les secteurs les plus dynamiques. Du côté des sorties, le marché reste plus contrasté : 190 opérations ont été recensées pour une valeur de 2,7 milliards d'euros, en recul de 7 % sur un an. Autre enseignement : **les acquéreurs internationaux représentent 77 % de la valeur des cessions**, soulevant des enjeux importants pour le financement de la croissance et le maintien des entreprises technologiques en France.

La France compte près de 1 400 startups à impact [Plus d'informations ici](#)

Bpifrance, France Digitale et Impact France ont dévoilé la 6e édition du mapping des startups françaises à impact. Cet écosystème compte 1 382 startups et représente 45 420 emplois directs en France. L'écosystème à impact affiche une belle résilience au sein de la French Tech. En effet, la France héberge désormais 1 382 startups sur ce segment, soit 9,3 % (121 entreprises) sur un an, selon la 6e édition du mapping des startups françaises à impact réalisé par Bpifrance, France Digitale et Impact France. Ce dernier a été dévoilé en marge de la 12e édition de BIG, qui s'est tenue ce 8 octobre à l'Accor Arena, à Paris. Aujourd'hui, les jeunes pousses à impact représentent ainsi 13 % de l'ensemble des startups françaises (18 000). Dans cet écosystème à impact, ce sont la biodiversité et le climat (14 %), l'économie circulaire (14 %) et l'énergie (13 %) qui sont les secteurs les plus plébiscités. 43 % des startups sont basées en Île-de-France et 11 % en Auvergne-Rhône-Alpes, deux régions qui sont les plus dynamiques de la French Tech. Au total, les jeunes pousses à impact tricolores génèrent désormais 45 420 emplois directs en France, soit presque 10 000 de plus en 18 mois.

Découvrez les 20 startups françaises les plus prometteuses en 2026, selon LinkedIn [Plus d'informations ici](#)

EXCLU - Quelles sont les startups françaises les plus prometteuses en 2026 ? Pour la neuvième année consécutive, LinkedIn dévoile son classement Top Startups, établi à partir des données de sa plateforme. Si Mistral AI conserve la première place, le palmarès connaît un renouvellement inédit, avec 14 nouveaux entrants. Maddyness vous le révèle en exclusivité. Cela fait maintenant trois ans de suite que Mistral AI occupe la première place du classement Top Startups de LinkedIn. Mais derrière l'entreprise d'Arthur Mensch, le podium a changé de visage : Harmattan AI, qui conçoit des capacités de défense aérienne, entre directement à la deuxième place, devant Dust (3e), qui développe des agents IA pour les entreprises et gagne une place par rapport à 2025. Finary et Pennylane, respectivement 2e et 3e l'an dernier, ont quitté le classement : toutes deux ayant été créées il y a plus de 5 ans, elles ne rentrent plus dans les critères de sélection.

Petits réacteurs nucléaires, infrastructure IA, implants innovants... Ces start-up qui construisent l'autonomie stratégique de la France Plus d'informations [ici](#)

Le programme French Tech 2030 a dévoilé ses 80 nouveaux lauréats, issus de secteurs stratégiques comme l'IA, le spatial ou la santé. Ces start-up ont levé 1,5 milliard d'euros depuis leur création. Arlequin AI coche toutes les cases du parfait ambassadeur de French Tech 2030 : une technologie d'IA peu courante (les réseaux de neurones topologiques), des fondateurs chercheurs avec un profil atypique et une levée de fonds 28 millions d'euros cette année. Ces spécificités n'ont pas échappé à Anne Le Hénanff, la ministre déléguée chargée du numérique et de l'IA, qui a profité d'une visite au siège de la société, vendredi, pour dévoiler la dernière promotion du French Tech 2030. Lancé en 2024, ce programme vise à mettre sur orbite les start-up à forte intensité technologique.

Propriété industrielle

Indice mondial de l'innovation 2026 de l'OMPI : la Suisse, la Suède, les États-Unis d'Amérique, la République de Corée et Singapour se placent en tête du classement ; l'IA redéfinit les investissements dans l'innovation alors que la valeur des start-ups de science fondamentale dépasse les 7 600 milliards de dollars É.-U. Plus d'informations [ici](#)

Selon l'Indice mondial de l'innovation 2026 de l'OMPI, l'intelligence artificielle est à l'origine d'une reprise des financements provenant du capital-risque et des dépenses en recherche-développement, tandis que les économies émergentes continuent d'afficher une croissance de leur innovation aux côtés des leaders traditionnels en la matière. La Suisse, la Suède, les États-Unis d'Amérique, la République de Corée et Singapour continuent de dominer les classements mondiaux de l'innovation en 2026. Dans le même temps, la Chine, l'Inde, le Viet Nam, la Türkiye, les Philippines, le Maroc et l'Indonésie (par ordre de classement) ont connu une progression rapide au cours de la dernière décennie, le Brésil, Maurice, l'Arabie saoudite et le Qatar affichant également une tendance à la hausse. L'Indice mondial de l'innovation de l'OMPI utilise quelque 80 indicateurs, dans les domaines de la recherche-développement, du commerce des produits de haute technologie et des emplois qualifiés, en passant par la concession de licences de propriété intellectuelle, pour évaluer les performances de près de 140 pays en matière d'innovation. Il s'agit de la référence mondiale pour les décideurs politiques, les chefs d'entreprise et toute autre personne souhaitant comprendre les moteurs de l'innovation dans différentes économies.

35 ans de Trophées INPI : Procédés Chénel International Plus d'informations [ici](#)

Drop Paper, Drop Cake, Infra System : ces noms incarnent le savoir-faire de Procédés Chénel International, une PME familiale labellisée Entreprise du Patrimoine Vivant qui transforme le papier en architectures éphémères depuis 1896. Récompensée dans la catégorie Design lors des Trophées INPI 2016, la société figure parmi les lauréats historiques remis à l'honneur à l'occasion de l'édition spéciale 2026. Depuis 1896, le métier exercé par Procédés Chénel International est « le service aux organisateurs de salon et aux concepteurs de stands », rappelle Sophie Chénel, gérante et représentante de la quatrième génération à la tête de l'entreprise familiale. Procédés Chénel International propose des matériaux et systèmes pour des lieux recevant du public, et doit donc répondre à des contraintes strictes – respect des normes antifeu et désenfumage, mais aussi rapidité d'installation et de démontage –, ainsi que « des coûts qui correspondent à une utilisation de court terme ». « Tout cela nous ont conduit à rechercher des matériaux non feu et à les mettre en œuvre le plus facilement et le plus simplement possible », poursuit-elle.

L'OMPI désigne les villes de Charleroi, Liverpool et Shanghai comme premières lauréates du prix "Ville de l'innovation" Plus d'informations [ici](#)

Aujourd'hui, l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) a désigné les villes de Charleroi (Belgique), Liverpool (Royaume-Uni) et Shanghai (Chine) premières lauréates de son programme de prix "Ville de l'innovation", qui récompense l'engagement des villes en faveur de l'innovation et de la créativité au sein de leurs communautés. Les zones métropolitaines constituent des moteurs de plus en plus importants de la croissance économique : les zones urbaines accueillent déjà environ la moitié de la population mondiale et génèrent 80% du PIB mondial, et les deux tiers de la croissance démographique mondiale d'ici à 2050 devraient se concentrer dans les villes.

Europe & international

L'UE peine à combler le fossé entre recherche et commercialisation Plus d'informations [ici](#)

17 milliards d'euros ont été consacrés au renforcement du potentiel d'innovation et de croissance des entreprises européennes de 2014 à 2020. Le financement de la recherche proche du marché n'a pas toujours été dirigé vers les projets présentant le plus fort potentiel commercial ou d'innovation. La performance économique et la capacité d'innovation des participants n'ont pas été surveillées. Le financement de la recherche proche du marché dans le cadre de la priorité « Primauté industrielle » d'Horizon 2020 – le programme phare de l'UE en matière de recherche durant la période 2014-2020 – n'a pas été suffisamment axé sur la commercialisation de produits et d'idées innovants. C'est ce qui ressort d'un rapport publié aujourd'hui par la Cour des comptes européenne. Tout en reconnaissant que les programmes de travail tenaient compte des priorités stratégiques de l'UE, les auditeurs formulent plusieurs recommandations visant à renforcer le transfert de technologie et l'adoption des innovations par le marché. Ils préconisent également d'améliorer le suivi et d'établir des méthodes pour évaluer la valeur économique à long terme.

« Chère Europe, pourquoi es-tu en train de tuer l'EU Inc. ? » : les points de blocage du texte qui vise à créer des champions européens Plus d'informations [ici](#)

Le vote en commission au Parlement européen, qui devait avoir lieu ce lundi 19 octobre, a été reporté. En cause : un désaccord sur une règle spécifique. Petit coup de théâtre. Le vote en commission au Parlement européen sur l'EU Inc., qui devait avoir lieu ce lundi 19 octobre, est reporté à la semaine du 4 novembre (et 12 novembre en plénière). En cause, un désaccord sur une règle de ce texte qui vise à harmoniser le cadre juridique des entreprises européennes en leur permettant notamment d'ouvrir une entité en 48 heures en ligne sans capital minimum. Le gros point bloquant ? Le principe de « codétermination », à savoir la participation des employés aux instances dirigeantes des entreprises EU Inc. Certains pays européens ont mis en place des règles qui associent les employés, à travers leurs syndicats, à une prise de décisions stratégiques au sein de leurs entreprises.

L'UNSA mobilisée contre le « 28ème régime » des entreprises ! Plus d'informations [ici](#)

Mardi 20 octobre, l'UNSA s'est mobilisée devant le Parlement européen à Strasbourg, aux côtés de la Confédération européenne des syndicats (CES), de la CFDT, de la CGT, de FO et de la CFTC, contre les risques de régression sociale du projet de « 28^e régime » des entreprises, également appelé « EU Inc. ». Présenté comme un outil de simplification pour faciliter le développement des entreprises innovantes, ce nouveau statut pourrait ouvrir la voie à une mise en concurrence des législations sociales et fiscales. Initialement destiné à soutenir les start-ups, il menace de devenir un cheval de Troie de la dérégulation des droits des travailleurs. Faciliter la création et le développement des entreprises européennes est un objectif que l'UNSA partage. Mais simplifier les démarches administratives ne doit pas permettre de contourner les droits des travailleurs. L'Europe doit soutenir l'innovation et l'emploi de qualité, tout en garantissant les protections de celles et ceux qui travaillent.

Rassurés sur leurs compétences fiscales, les États membres sont prêts à négocier le règlement « EU Inc. » Plus d'informations [ici](#)

Les représentants permanents adjoints des Vingt-Sept (Coreper I) ont adopté, vendredi 23 octobre, le mandat de négociation du Conseil sur le règlement « EU Inc. » instaurant un 28^e régime harmonisé de droit des sociétés. La troisième tentative de compromis de la présidence irlandaise a en effet permis de rallier la majorité des États sceptiques à l'égard de l'inclusion de mesures fiscales harmonisées pour les stock-options. Pour les rassurer, Dublin rappelle notamment dans un considérant (58aa) que ces mesures fiscales sont « limitées et accessoires au cœur de la proposition ».

La Commission alloue plus de 210 millions d'euros pour aider plus de 700 chercheurs à faire carrière en Europe. Plus d'informations [ici](#)

Plus de 210 millions d'euros supplémentaires alloués aux actions Marie Skłodowska-Curie (AMSC), un des programmes phares de l'Europe pour les carrières dans la recherche, permettront à plus de 700 chercheurs supplémentaires de poursuivre leur carrière en Europe. Ce financement s'inscrit dans le cadre de « Choisir l'Europe », l'initiative de la Commission européenne visant à faire de l'UE le principal pôle mondial pour les talents scientifiques, la recherche et l'innovation technologique. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré : « Les chercheurs choisissent l'Europe. Ils savent que nous valorisons et soutenons la science et que l'Europe offre un environnement propice au développement des talents et des idées. Depuis 30 ans, les actions Marie Skłodowska-Curie aident les chercheurs du monde entier à faire carrière en Europe. Grâce à ce financement supplémentaire, nous renforçons notre engagement en faveur d'une recherche de classe mondiale et veillons à ce que les sociétés et les économies européennes puissent bénéficier de connaissances, d'idées et d'innovations de pointe. »

28e régime : pourquoi ça bloque encore au Parlement européen ? Plus d'informations [ici](#)

Les négociations au Parlement européen sur le 28e régime entrent dans la dernière ligne droite. Avec ce statut paneuropéen de société à responsabilité limitée ("EU Inc."), les eurodéputés veulent permettre à une entreprise de se créer en ligne en 48 heures et de se développer dans les 27 États membres sans changer de forme juridique. Un accord se dessine sur l'essentiel, mais un dernier point bloque encore... Annoncé par la Commission européenne en mars dernier, la mise en place d'un statut "EU Inc." ou d'un 28e régime part d'un constat simple : une entreprise qui se lance aux États-Unis a d'emblée accès à un marché de 350 millions d'habitants, quand son équivalente française ou allemande reste cantonnée à son marché national. En conséquence, de nombreuses startups européennes partent directement conquérir le marché américain une fois leur base nationale installée. Pour l'eurodéputé Pascal Canfin, rattaché au groupe Renew, le diagnostic est clair : "Nous n'avons pas en Europe de problème d'innovation et de transformation de ces innovations en startup. On crée plus de startups en Europe qu'aux États-Unis. En revanche, on a un énorme problème de croissance de ces entreprises." Pour changer d'échelle, une jeune pousse doit pouvoir se développer simultanément sur les 27 marchés. Faute de quoi, elle finit souvent par transférer son siège ou ses financements outre-Atlantique.

L'Europe peine à soutenir et à commercialiser ses technologies prometteuses, alerte une étude Plus d'informations [ici](#)

Ce 22 octobre, l'Office européen des brevets (OEB) publie la première étude exhaustive portant sur plus de 800 offices de transfert de technologie. Si le CNRS reste en tête des organismes de recherche européens pour les demandes de brevets, l'organisation intergouvernementale pointe le « déficit de capacité » de l'Europe en terme de commercialisation de ses technologies prometteuses et identifie plusieurs leviers pour tenter de rester dans la course face aux États-Unis et à la Chine. Le CNRS en tête des dépôts de brevets européens. « Il y a eu une prise de conscience en Europe ces dernières années au sujet de l'enjeu de la commercialisation des technologies issues de la recherche. On voit que de gros progrès ont été faits sur la partie identification et protection des inventions », pointe Yann Ménière, économiste en chef au sein de l'OEB. Le rapport de l'organisation intergouvernementale révèle que les brevets impliquant des universités représentent environ 9% des brevets européens, un chiffre proche de celui des États-Unis.

L'Europe tient une nouvelle licorne dans la robotique "next-gen" : la start-up allemande RobCo atteint une valorisation d'un milliard de dollars Plus d'informations [ici](#)

Spécialisée dans les robots industriels équipés de systèmes d'IA de pointe, RobCo a franchi le cap du milliard de dollars de valorisation après une vente d'actions détenues par ses salariés. En attendant le lancement commercial de son nouveau robot Alfie, en mars 2027, la start-up allemande mise sur les États-Unis pour accélérer sa croissance. L'Allemagne est sans nul doute le pays européen le plus dynamique dans la robotique "next-gen". Elle abrite notamment RobCo, qui a annoncé le 5 octobre avoir dépassé le milliard de dollars (892 millions d'euros) de valorisation, le faisant accéder au statut de "licorne". Selon le Wall Street Journal, la start-up a réalisé la vente de 40 millions de dollars (35,7 millions d'euros) d'actions secondaires détenues par ses salariés. Elle a par la même occasion fait entrer deux investisseurs : les capital-risqueurs Cherry Ventures et European Tech Collective.

Baromètre International de l'Innovation Plus d'informations [ici](#)

Découvrez l'état de la R&D dans 17 pays dont la France et de nombreux conseils en stratégie d'innovation. Dans un contexte marqué par des perturbations durables, l'innovation s'impose comme un levier essentiel de résilience et de croissance pour les entreprises. Le Baromètre international de l'innovation 2027 analyse les transformations de la R&D et les nouvelles priorités des organisations. Investissements, intelligence artificielle, financement, talents et enjeux géopolitiques : découvrez les tendances qui façonnent l'innovation. Comment les entreprises adaptent-elles leurs stratégies pour conjuguer performance commerciale et résilience ? Quelques résultats clés issus du 8e baromètre international de l'innovation :

- 97 % des entreprises disposent désormais d'une équipe dédiée à l'innovation.
- Les entreprises consacrent en moyenne 6,8 % de leur chiffre d'affaires à l'innovation, et 78 % d'entre elles prévoient d'augmenter leurs budgets.
- La réduction des coûts est désormais la priorité stratégique numéro un des entreprises, ce qui témoigne de l'importance croissante accordée aux résultats commerciaux de l'innovation.
- Les nouveaux outils et technologies ainsi que l'IA restent les deux principales priorités en matière d'innovation, avec respectivement 34 % et 33 % des réponses.
- 80 % des entreprises intègrent les opportunités de subventions dans leur planification de l'innovation, mais l'accès aux financements adaptés reste difficile.
- 97 % des entreprises déclarent que les évolutions géopolitiques exercent une pression sur leur organisation. Pourtant, 64 % affirment que l'incertitude a renforcé leur engagement en faveur de l'innovation.
- 86 % des entreprises voient une opportunité de renforcer leur avantage concurrentiel en innovant pour répondre aux évolutions géopolitiques.
- La R&D tend à se relocaliser : 73 % des entreprises réalisent désormais leurs activités de R&D dans leur propre pays, contre 50 % auparavant.

Recherche

Cifre | Accélérateur d'innovation - Impacts sur les entreprises Plus d'informations [ici](#)

A l'occasion des 45 ans du dispositif Cifre, l'ANRT propose cette publication qui met en lumière la force des partenariats entre laboratoires publics et entreprises pour répondre aux besoins d'innovation. Les dix cas pratiques présentés illustrent les retombées scientifiques, économiques et sociétales du dispositif Cifre. Chaque exemple présente les enjeux, les résultats et les retombées du partenariat tant sur le plan stratégique que commercial. Ces retours d'expérience illustrent de manière concrète la diversité des thèses Cifre. Ils offrent aux entreprises des repères pour envisager à leur tour un projet de recherche partenariale avec le monde académique.

10 exemples de retombées scientifiques, économiques et sociétales [Télécharger le livret](#)

Les unités mixtes de recherche (UMR) Plus d'informations [ici](#)

Nées dans les années 1960 sous l'impulsion du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), les unités mixtes de recherche (UMR), qui ont permis aux organismes nationaux de recherche (ONR) et aux universités de constituer des laboratoires de recherche de niveau mondial, présentent aujourd'hui d'importantes limites. Trop nombreuses (1 131 UMR sur 4 726 structures publiques de recherche en février 2026), elles conduisent à une dispersion des ressources, de moins en moins soutenable dans un contexte budgétaire tendu, et rendent plus difficile le pilotage de la politique nationale de recherche.

THE 2027 : les universités françaises quittent le top 50 du classement mondial Plus d'informations [ici](#)

INFOGRAPHIES. Les universités françaises poursuivent leur baisse dans le palmarès Times Higher Education 2027. En cause, une baisse de la réputation à l'international. La France continue sa dégringolade. C'est l'une des révélations de l'édition 2027 du classement THE (Times Higher Education), publié ce mercredi 30 septembre, et qui propose chaque année une classification des meilleures universités mondiales. Parmi les analyses, l'institut pointe "la sortie de la France du top 50 mondial", mais aussi "le nombre le plus bas d'universités européennes" dans le classement des 200 meilleurs établissements mondiaux. Au niveau français, l'université PSL (Paris Sciences et Lettres) reste la première université française du palmarès pour la cinquième année consécutive, mais elle perd encore quelques places au classement. Au

total, 48 établissements français apparaissent dans le palmarès 2027, mais la plupart voient leurs positions stagner (pour 33 d'entre eux) ou reculer (10).

Grandes écoles : la CGE présente ses propositions pour la présidentielle Plus d'informations [ici](#)

À l'approche de l'élection présidentielle, la Conférence des grandes écoles déplore l'absence des sujets liés à l'enseignement supérieur et à la recherche. Elle publie des propositions à destination des candidats, afin de remettre les jeunes au centre du débat. "Nous poussons un cri d'alarme quant à l'absence des sujets liés à l'enseignement supérieur et à la recherche à l'approche de la présidentielle", lance Delphine Manceau, présidente de la CGE, lors d'une conférence de presse le 1er octobre, alors que la communauté étudiante n'était pas encore pleinement mobilisée à la suite des lycéens.

Ingénieurs : insertion, salaires, IA... ce que révèle l'enquête IESF 2026 Plus d'informations [ici](#)

A l'occasion de sa conférence de presse annuelle, l'IESF a présenté les résultats de l'enquête réalisée par son Observatoire. Pour cette 37ème édition, 32 000 ingénieurs ont été interrogés. Voici ce qu'il faut retenir. **Trouver un emploi avant l'obtention de son diplôme.** Le marché de l'emploi est plutôt favorable aux ingénieurs. Selon l'enquête, les **ingénieurs-docteurs** s'insèrent plus rapidement sur le marché du travail : **52 % sont recrutés avant la fin de leurs études** et 26 % en moins de 3 mois, contre respectivement 46 % et 30 % pour les ingénieurs. Le stage ou l'alternance n'ouvre pas forcément les portes de l'entreprise d'accueil. Seul un ingénieur sur quatre y est embauché, et 41 % choisissent de rejoindre une autre structure.

L'Agence nationale de la recherche (ANR) : une trajectoire budgétaire devenue insoutenable, une réponse indispensable de l'État Plus d'informations [ici](#)

L'Agence nationale de la recherche (ANR), qui est devenue un acteur incontournable du financement compétitif de la recherche en France, dans le cadre d'appels à projets, et met en œuvre à ce titre une palette globalement pertinente d'instruments financiers variés, est confrontée au risque d'une impasse budgétaire. En effet, alors que l'agence a fortement augmenté ses engagements depuis 2021, conformément à la loi du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 (LPR), la trajectoire fixée par cette dernière dans le budget de l'État n'est plus respectée depuis 2024.

Transfert de technologies : le CNRS confirme son leadership parmi les institutions de recherche publique européennes en 2025 Plus d'informations [ici](#)

Le CNRS confirme son rôle clé en matière d'innovation en se classant premier parmi les institutions de recherche publique européennes à l'origine de demandes de brevets en 2025, selon les nouvelles données de l'Office européen des brevets (OEB) parues le 22 octobre 2026. Avec 729 demandes déposées l'an dernier, l'organisme français consolide son leadership historique en matière de transfert de technologies en Europe : le rapport de l'OEB publié en 2025 annonçait déjà sa première place pour les dépôts réalisés entre 2001 et 2020 dans la même catégorie. Le CNRS se distingue particulièrement dans des domaines stratégiques tels que la pharmacie (168, soit 22% du portefeuille). Cette dynamique s'inscrit dans un écosystème de valorisation de la recherche publique français actif, auquel contribuent également le CEA (3e rang européen), l'Inserm (4e), l'Université Paris Cité (9e) et Sorbonne Université (11e).

Transfert de technologies : le CNRS confirme son leadership parmi les institutions de recherche publique européennes en 2025 Plus d'informations [ici](#)

Le CNRS confirme son rôle clé en matière d'innovation en se classant premier parmi les institutions de recherche publique européennes à l'origine de demandes de brevets en 2025, selon les nouvelles données de l'Office européen des brevets (OEB) parues le 22 octobre 2026. Avec 729 demandes déposées l'an dernier, l'organisme français consolide son leadership historique en matière de transfert de technologies en Europe : le rapport de l'OEB publié en 2025 annonçait déjà sa première place pour les dépôts réalisés entre 2001 et 2020 dans la même catégorie. Le CNRS se distingue particulièrement dans des domaines stratégiques tels que la pharmacie (168, soit 22% du portefeuille). Cette dynamique s'inscrit dans un écosystème de valorisation de la recherche publique français actif, auquel contribuent également le CEA (3e rang européen), l'Inserm (4e), l'Université Paris Cité (9e) et Sorbonne Université (11e).

« Le territoire est un laboratoire pour l'université et vice versa » : la Seine-Saint-Denis veut s'appuyer sur ses universités pour bâtir ses politiques publiques Plus d'informations [ici](#)

En signant une convention cadre avec l'université Paris 8, qui compte 22.000 étudiants et un millier de chercheurs, le département souhaite employer la recherche réalisée sur son territoire pour penser ses politiques publiques. Un terrain de jeu idéal pour les chercheurs ? La Seine-Saint-Denis. A l'image de Chicago qui s'est appuyée sur ses universités dans les années 1920, le département, l'un des plus jeunes et pauvres de France, est traversé par de profondes mutations. Dans l'attente d'un désenclavement grâce au Grand Paris Express, il compte aussi 60.000 étudiants. Pour autant, le territoire fait trop rarement l'objet d'études au goût de ses élus. Le département vient donc de signer une convention avec l'université de Sciences sociales Paris 8, (22.000 étudiants, un millier de chercheurs) installée à Saint-Denis depuis 1980. Objectif : « faire du territoire un laboratoire pour l'université, et vice versa », résume Arnaud Laimé, le président de Paris 8.

Retrouvez toutes les newsletters et l'actualité du MEDEF sur les sujets d'innovation sur notre site www.innover-en-france.fr et page LinkedIn [MEDEF Numérique & Innovation](#).
Contact : Gérald Kénanian gkenanian@medef.fr